



C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS, C'EST NOUS QUI DÉCIDONS POURSUIVONS, AMPLIFIONS

LA MOBILISATION!



Au sommaire de ce numéro

« L'enjeu » — p. 2

Casser l'outil de travail, précariser à tour de bras, mener une politique contre les majorités sociales... la barque est chargée.

« Subsidés à l'assurance: ça coupe aussi! » — p. 2

Des dizaines de millions en moins pour les subsides, ça veut dire des dizaines ou des centaines de francs de facture en plus chaque mois pour près de 50% des Vaudois...

« Dans le lit des 12% dort un Vaud d'or » — p. 2

Baisse d'impôts de 12% pour les accapareurs et fortune en milliards de l'Etat de Vaud: quelle dialectique?

« Le rapport de forces » — p. 3

Construire la confrontation, amplifier la mobilisation, multiplier les actions pour faire reculer le gouvernement et ses factions parlementaires.

« Lotta di lunga durata » — p. 4

Garantir les prestations à la population et mettre la pression sur les appareils de pouvoir: pour durer dans la lutte, inventons, coordonnons, réalisons!

L'ENJEU

Le Grand Conseil et le Conseil d'Etat veulent casser la mobilisation, briser notre résistance, ouvrir la voie au démantèlement du service public et para-public (désigné dès à présent comme un tout, le « service public »).

Le gouvernement, appuyé par sa base parlementaire, met en oeuvre un plan pluri-annuel d'une durée de 5 ans. Le Conseil d'Etat a pour programme un retour à l'équilibre total des finances publiques. Qu'est-ce que cela signifie? Plus de 300 millions de coupes par an, cumulées, soit une réduction structurelle et définitive de 1,5 milliards des dépenses publiques et donc des prestations. Une baisse de 10% des moyens du service public.

Ministres et député·e·s cassent l'outil de travail qu'est le service public, réduisent l'emploi, mènent une politique contre les besoins des majorités sociales, attaquent les salaires et les conditions de travail des 70'000 salarié·e·s qui assurent les prestations indispensables à la population. Le gouvernement appauvrit et précarise à tour de bras.

Ce ne sont pas seulement les salaires des travailleurs·euses du service public qui sont attaqués mais aussi le salaire socialisé: les rentes, les pensions, les aides, les subventions.

DANS LES SUBSIDES À L'ASSURANCE-MALADIE, ÇA COUPE AUSSI!

Les subsides à l'assurance-maladie sont au cœur de l'attaque contre le salaire socialisé. Plus de 40% des Vaudois·e·s bénéficient de ces aides. Bien plus de personnes encore y auraient droit mais le système les décourage et les écarte par une politique délibérée d'accès laborieux et difficile.

Quelle attaque est portée contre les subsides?

- Introduction d'un 2ème mois de carence pour l'octroi des subsides (coupe de 3,2 millions de francs)

- Réduction généralisée de tous les subsides de 60 francs par an (coupe de 5,2 millions)
- Absence totale d'indexation des subsides (des coupes effectives de dizaines de millions)

DANS LE LIT DES 12% DORT UN VAUD D'OR

Avec sa politique de coupes létales, le Conseil d'Etat et sa faction parlementaire font le lit de l'initiative de baisse des impôts de 12 % pour les riches, les privilégié·e·s et les accapareurs. Gaver les élites et appauvrir les autres, telle est la politique du gouvernement.

Il y a quelques mois encore, les riches nous expliquaient qu'il y avait assez d'argent et de réserves pour «financer» le 12%, avec à la clé une perte fiscale de 550 millions par an.

Or, autant le dire nettement, l'Etat a des moyens considérables en matière de fortune et de réserves. Selon les estimations des expert·e·s de tout

« Le plan pluriannuel de coupes correspond à une baisse de 10% des moyens du service public. »



poil (anciens ministres compris), l'estimation de la fortune du canton oscille entre 2,4 milliards et 5 milliards. Il y en a même qui annoncent 10,8 milliards. Les «liquidités ou quasi-liquidités» évoluent au gré des estimations entre 3,5 et 4 milliards. Bien sûr, les 500 millions à un milliard distraits du bouclier fiscal nous font hurler, mais n'oublions pas les sommes indiquées plus haut en matière de réserves et de fortune. Comme on le crie en manif «De l'argent il y en a, dans les caisses de l'Etat».

LE RAPPORT DE FORCES

Le réalisme, c'est convenir lucidement qu'il faut faire reculer le gouvernement et la droite par la mobilisation, par la construction systématique du rapport de forces. Négociation ou pas, il faut réaliser que c'est notre poussée qui force leur recul.

Une négociation, appuyée sur un solide rapport de forces, peut faire reculer le gouvernement et

« Le réalisme, c'est convenir lucidement qu'il faut faire reculer le gouvernement et la droite par la mobilisation, par la construction systématique du rapport de forces. »

ses ami·e·s parlementaires. Nous sommes prêt·e·s à saisir aussi cet outil-là. On verra à l'usage ce qu'on peut en tirer. Obtenir des forces parlementaires de gauche un refus du budget est un élément positif. Il faut étendre, consolider et renforcer le bloc d'opposition, multiplier les refus, bloquer par une mobilisation démultipliée la politique gouvernementale.

Beaucoup d'actions sont entreprises pour étendre le mouvement, pour faire le lien entre les coupes et la situa-

tion des majorités sociales, leurs besoins, leurs aspirations, leurs intérêts. Cette extension de la mobilisation est une des clés pour la construction de la résistance, dans la période qui vient. Bloquons la stratégie des coupes, empêchons le démantèlement du service public.

Il faut que nous apprenions à combiner toutes les formes d'action. Les grèves ouvertes, en bloc de 3 ou 4 jours, décidées depuis les lieux de travail, dans des modalités de mobilisation plurielles et souples, adaptées à chaque situation particulière. D'autres formes de grève, administratives, à mettre en place ou à inventer – nous y revenons plus bas. Et tout le reste d'un répertoire à élargir sans cesse: rassemblements, piquets, port de badges, autocollants, lettres ouvertes, interventions, etc.

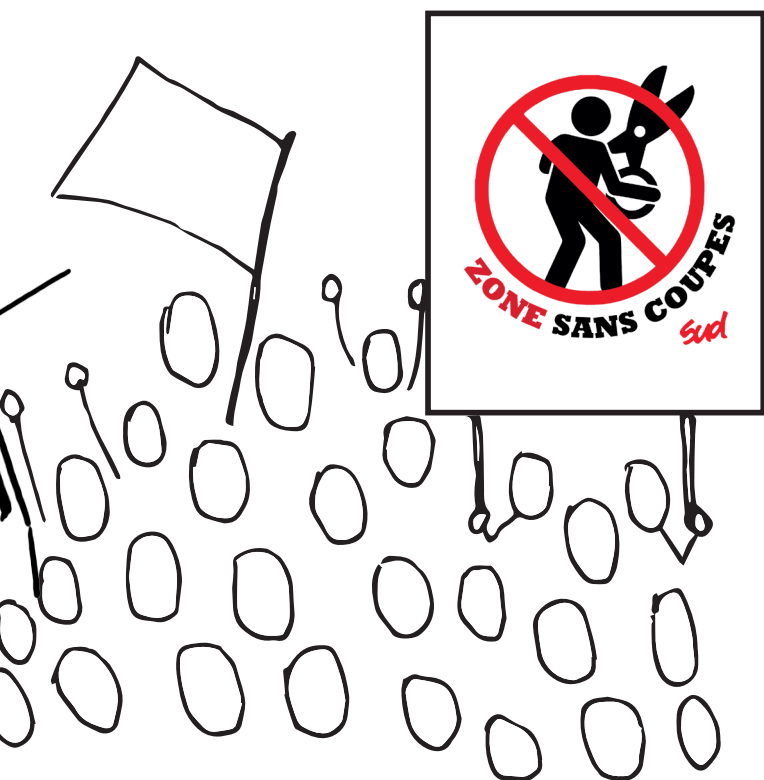
Les manifestations de masse constituent une forme de lutte décisive. Elles se combinent certes avec la grève mais elles construisent une puissance décisive qui déstabilise et affaiblit le pouvoir. Nous devons les multiplier et prendre la ville autant de fois que nous le pourrons.

Aux syndicats, intervenant unitairement, revient la tâche d'impulser et de coordonner toutes ces actions.

[...]

Élargir les formes de lutte et de résistance, confronter sur la durée

> suite et fin en page suivante.



LOTTA DI LUNGA DURATA

Grèves ouvertes, manifestations de masse, luttes, actions, interventions, tout cela nous savons le faire. Le moment est venu d'élargir les formes de lutte et de résistance pour affronter une confrontation de longue période.

On parle beaucoup de grève administrative et de grève de notes. Il faut commencer à les réaliser. Tout n'est pas encore prêt, tout n'est pas encore mûr, mais le chemin est ouvert. Inventons, coordonnons, réalisons.

Partons d'un constat. Innombrables sont les situations où nous travaillons gratuitement, réalisant des tâches qui ne sont pas dans notre cahier

des charges. Nous en faisons trop tant de fois. Il faut arrêter cette machine infernale, génératrice de pénibilité et de surcharge. Arrêtons de faire tout ce qui n'est pas dans notre cahier des charges, cessons de travailler gratuitement. Refusons le travail non payé.

Étendons la grève administrative :

- mettons en œuvre la réduction drastique des communications avec la hiérarchie,
- limitons et retardons les flux d'informations adressées aux chefferies,
- accomplissons avec zèle tous les protocoles, instructions, directives et normes, jusqu'au moindre détail. Prenons le temps.

Ce qu'il faut garantir à tout prix, ce sont les prestations à la population. Ce sur quoi la pression doit être exercée, ce sont les appareils de pouvoir. Et il faut réaliser tout cela en évitant au maximum la répression, en changeant d'action de résistance et de registre pour y arriver. Inventons toutes et tous ensemble la résistance qu'il nous faut pour l'emporter.

« Dans la guerre comme dans la paix, le dernier mot est à **celles et ceux qui ne se rendent jamais.** »

Georges CLÉMENTEAU (1841-1929)



Demande d'adhésion

Remplissez le formulaire ci-dessous et envoyez à SUD, Place Chauderon 5, 1003 Lausanne ou utilisez le formulaire en ligne en scannant qr code ci-dessous.

Je, soussigné(e), désire adhérer à la Fédération syndicale SUD

Madame Monsieur (souligner ce qui convient)

NOM :

PRENOM :

Profession :

Lieu de travail:

ADRESSE EXACTE

Rue, numéro :

N° postal : Localité :

E-mail : Tél.

LIEU ET DATE SIGNATURE



www.sud-vd.ch/adhesion

(Cotisation annuelle: entre 120 CHF et 200 CHF par année)